

Question écrite n°1787 - Sujet : Mises sous tutelle ou curatelle et demandes de protection

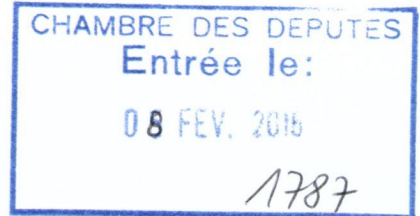
Auteur(s) : Madame Claudia Dall'Agnol, Députée

Destinataire(s) : Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice

Date limite de réponse à la question : 08-03-2016

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
05-02-2016	Dépôt de la question	Document écrit de la question
02-03-2016	Réponse écrite de Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice	Document écrit de la réponse



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 5 février 2016

Monsieur le Président,

Le scandale révélé récemment au sujet du Juge des tutelles (incapables majeurs) qui a été suspendu de ses fonctions, les révélations de dysfonctionnements par la presse, l'affaire Bettencourt et maintenant la demande de mise sous tutelle dans l'affaire Vincent Lambert m'amènent à poser à Monsieur le Ministre de la Justice la question parlementaire suivante.

Le groupe de travail « Droit et protection de la personne », auquel a d'ailleurs participé l'ancien Juge des tutelles (cf. annexe 6 du rapport final de mai 2013 du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national « maladies démentielles »), avait exposé que :

« Les dispositions actuelles du Code Civil (tutelle, curatelle et sauvegarde de justice) :

- Ne garantissent pas toujours une participation du concerné à la prise de décision ;*
- N'établissent pas une participation de droit de la personne au choix de son représentant préférentiel ;*
- Se caractérisent par certains automatismes et rigidités (ex. une personne sous tutelle ne peut faire de donation qu'en ligne directe, perte automatique du droit de vote) ;*
- Définissent davantage la personne par ses incapacités que par ses capacités résiduelles ;*
- Ne contiennent pas de règles concernant les mesures de protection et/ou la mise en œuvre de moyens de contention ou de privation de liberté »*

En outre, le Groupe de travail a retenu que :

« Si l'autodétermination constitue un droit de la personne, l'article 10 (de la "Charte européenne des droits et des responsabilités des personnes âgées nécessitant des soins et une assistance de longue durée" de 2010) stipule que ce droit intègre également un devoir/une obligation dans le chef du concerné. L'article requiert des personnes d'être prévoyantes par rapport à l'âge et de prendre des/leurs dispositions - anticipées - par rapport aux éventualités et aléas de la vie. »,

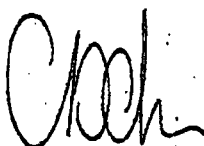
et finalement,

« Le groupe de travail souhaite donc demander à Madame la Ministre de la Famille de bien vouloir transmettre la présente prise de position à Monsieur le Ministre de la Justice afin qu'il puisse en être tenu compte lors d'une éventuelle révision des dispositions du code civil concernant la protection des personnes majeures. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de l'annexe 6 du rapport final de mai 2013 du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national « maladies démentielles » précitée ? Dans l'affirmative, quelles suites ont été réservées aux remarques qui ont été faites au sujet des dispositions actuelles du Code Civil en matière de tutelle, curatelle et sauvegarde de justice ?
2. Combien de personnes majeures au Grand-Duché sont actuellement sous protection juridique ?
3. Comment sont rémunérés les services des mandataires exerçant la tutelle ou la curatelle ? Comment le montant est-il calculé ? Comment est-il prélevé ? Y a-t-il un contrôle ?
4. Combien de demandes de protection sont formulées par an ? Combien de celles-ci aboutissent à une mesure de protection ? Quelles en sont les principales causes ? Par qui sont formulées en général ces demandes de mise sous tutelle ?
5. Y a-t-il au Luxembourg des plaintes en cours pour abus de faiblesse et pour mise sous tutelle abusive ? Dans l'affirmative, y a-t-il eu des condamnations ?
6. Est-il, en vertu du droit fondamental à l'autodétermination, envisagé d'introduire en droit luxembourgeois la possibilité de conclure un acte sous seing privé désignant une personne de confiance comme son représentant/mandataire dans les actes de la vie civile pour des situations d'incapacité futures à l'instar de ce qui existe en France (« Mandat de protection future ») et en Allemagne (« Vorsorgevollmacht ») ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Claudia Dall'Agnol
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 2 mars 2016

Réf. N° QP-11/16

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

03 MARS 2016

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n° 1787 du 8 février 2016 de l'honorable Députée Claudia
DALL'AGNOL

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe ma réponse à la question parlementaire sous
rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Félix Braz
Ministre de la Justice



**Réponse de Monsieur Félix BRAZ, Ministre de la Justice,
à la question parlementaire n°1787 du 8 février 2016 de l'honorable Députée Claudia
DALL'AGNOLL**

La question parlementaire de l'honorable Députée donne lieu aux observations suivantes :

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de l'annexe 6 du rapport final de mai 2013 du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national « maladies démentielles » précitée ? Dans l'affirmative, quelles suites ont été réservées aux remarques qui ont été faites au sujet des dispositions actuelles du Code Civil en matière de tutelle, curatelle et sauvegarde de justice ?

Le rapport final du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan national «maladies démentielles» a été élaboré par le ministère de la Famille et de l'Intégration en concertation avec le ministère de la Santé et approuvé en Conseil de Gouvernement du 13 mars 2013.

Le ministère de la Justice mène des réflexions sur une réforme à envisager en matière de protection des majeures depuis 2009 déjà, ensemble avec les professionnels concernés et des associations qui œuvrent également dans cette matière de la protection des majeurs incapables, nécessitant des mesures de protection individuelles en fonction de leurs besoins.

2. Combien de personnes majeures au Grand-Duché sont actuellement sous protection juridique ?

Selon les informations fournies par le greffe du juge des tutelles ce nombre s'élève à 718 pour ce qui concerne les dossiers gérés actuellement par le juge des tutelles près le tribunal d'arrondissement de Diekirch (situation au 10.02.2016). Je me réfère au tableau reproduit ci-après :

Personnes majeures sous protection juridique (situation au 10.02.2016)	Tutelle sous forme de l'administration légale sous contrôle judiciaire	Tutelle sous forme de gérance	Curatelle	Sauvegarde de justice (dossiers tutelle/curatelle en cours)
	226	178	274	40

Selon les informations fournies par le greffe du juge des tutelles, ce nombre s'élève à 3.284 de dossiers pour l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Ce nombre comprend cependant également

- des dossiers dans lesquels il s'est avéré, après l'instruction, qu'aucune mesure de protection n'était nécessaire,
- des dossiers concernant des personnes entre-temps décédées. Il arrive, en effet, que les tuteurs/curateurs ne signalent pas le décès d'une personne,
- ainsi que les dossiers dans lesquels une mainlevée de la mesure de protection a été prononcée.

3. Comment sont rémunérés les services des mandataires exerçant la tutelle ou la curatelle ?
Comment le montant est-il calculé ? Comment est-il prélevé ? Y a-t-il un contrôle ?

Selon les informations fournies par les autorités judiciaires, des indemnités ordinaires peuvent être allouées par voie d'ordonnance aux administrateurs légaux/gérants/curateurs/mandataires spéciaux qui en font la demande. Ces indemnités sont déterminées en fonction des dispositions légales applicables en la matière et notamment des articles 454, 495 et 509-2 du Code civil et de l'article 3 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1982 fixant les conditions de désignation d'un gérant de la tutelle. Il s'agit en principe soit d'une somme fixe brute accordée mensuellement, soit d'un tantième des revenus de la personne concernée, soit d'un honoraire déterminé en fonction des devoirs accomplis. En ce qui concerne les actes accomplis en application de l'alinéa 1 de l'article 500 du code civil, à savoir les actes de la gestion courante d'une personne, le tantième ne peut être supérieur à 2 % du revenu.

En pratique, la rémunération consiste dans un honoraire déterminé en fonction des devoirs accomplis par le gérant de la tutelle ou curateur au courant d'un mois. Il varie en moyenne entre 130 à 160.- €, en fonction des actes rendus nécessaires par la mission confiée, à savoir gestion purement financière ou engagement personnel du gérant de la tutelle ou curateur pour des actes supplémentaires. En fonction de l'importance de l'engagement personnel du gérant de la tutelle ou du curateur, l'indemnité peut dépasser le montant précité.

Le gérant de la tutelle ou le curateur peut se voir attribuer une rémunération pour des actes extraordinaires tels que vente, location ou acquisition d'un immeuble, représentation ou assistance dans une procédure judiciaire, pour parler avec des créanciers pour assainir la situation financière de la personne concernée ou d'autres actes rendus nécessaires par la situation de la personne concernée.

Le juge des tutelles fixe le montant de l'indemnité et autorise le gérant de la tutelle ou le curateur à le prélever sur le compte bancaire de la personne concernée. Ce montant

figure parmi les dépenses qui sont recensées sur le compte de gestion annuel à remettre au juge des tutelles.

Lorsque la personne concernée perçoit un revenu inférieur au double du salaire social minimum, la rémunération du gérant de la tutelle ou du curateur est mise à charge de l'Etat. Il arrive cependant qu'une personne doit payer elle-même cette indemnité si elle possède des avoirs bancaires supérieurs à 19.000.- €. Ce montant correspond à celui pris en compte par le Fonds National de Solidarité pour l'octroi de l'accueil gérontologique. Lorsque l'indemnité est mise à charge de l'Etat, la facture doit à chaque fois être visée par le juge des tutelles avant d'être adressée au Ministère de la Justice pour paiement.

En cas de circonstances nouvelles justifiant une augmentation ou une diminution de la rémunération, l'indemnité peut être revue par le juge des tutelles. Il en est de même en cas de détérioration de la situation financière d'une personne ou au contraire si elle revient à meilleure fortune en raison d'un héritage ou d'une vente immobilière. Lors de cette révision, le juge des tutelles peut décider de mettre l'indemnité à charge de l'Etat ou de la mettre à charge de la personne concernée.

Ce contrôle s'exerce au plus tard lors du contrôle annuel du compte de gestion. Dans les dossiers suivis par le juge des tutelles et dans lesquels il est sollicité pour autoriser des actes particuliers, ce contrôle s'exerce immédiatement lors de la passation de cet acte.

4. Combien de demandes de protection sont formulées par an ? Combien de celles-ci aboutissent à une mesure de protection ? Quelles en sont les principales causes ? Par qui sont formulées en général ces demandes de mise sous tutelle ?

Arrondissement judiciaire de Diekirch :

Pour les deux premières questions il est renvoyé au tableau reproduit ci-après avec la remarque que les jugements rendus lors d'une année x ne correspondent pas nécessairement aux procédures entamées lors de cette même année x :

Nouvelles affaires Diekirch	2013	2014	2015	2016
d'office	86	76	59	12
sur requête	41	50	46	9
dont affaires ou il y avait saisine d'office et sur requête	/	3	2	/

Jugements	2013	2014	2015	2016
curatelle	40	17	27	6
tutelle	70	71	56	12

Arrondissement judiciaire de Luxembourg :

Les statistiques relatives à l'année 2015 (1.1-31-12) renseignent 432 affaires nouvelles. Auparavant, les statistiques portaient sur une année judiciaire (15.9 -15.9). Le nombre d'affaires nouvelles depuis 2010 était :

381 pour 2010-2011

409 pour 2011-2012

396 pour 2012-2013

364 pour 2013-2014

119 du 16.9.2014 au 31.12.2014.

Il n'est pas possible de déterminer combien de ces demandes ont abouti à une mesure de protection. Le greffe du juge des tutelles ne dispose pas de programme informatique permettant de tenir une telle statistique.

Seul le nombre des jugements rendus par le juge des tutelles au courant d'une année judiciaire, et depuis 2015 par an, est repris dans les statistiques :

279 pour l'année 2015

275 pour 2010-2011,

264 pour 2011-2012,

292 pour 2012-2013 et

383 pour 2013-2014

121 du 16.9.2014 au 31.12.2014.

Ces jugements concernent cependant également des demandes relatives à des mainlevées de mesures de protection. S'y ajoute que les jugements rendus au courant d'une période de référence concernent des demandes déposées dans une période de référence antérieure qui ont nécessité la réalisation d'une enquête sociale, de sorte qu'on ne peut pas se baser sur le nombre de jugements rendus pendant une période donnée pour dire combien de demandes déposées pendant cette même période ont abouti à une mesure de protection.

Les principales causes des demandes de mesure de protection sont l'altération des facultés mentales ou corporelles de nature à empêcher l'expression de la volonté d'une personne par un affaiblissement dû à l'âge, une maladie ou une infirmité. La prodigalité, l'intempérance ou l'oisiveté du majeur qui s'expose à tomber dans le besoin sont aussi des causes pour l'ouverture d'une mesure de protection, notamment de type curatelle. Les demandes concernent des personnes âgées mais également des personnes moins âgées qui, en raison d'une maladie, d'un accident ou d'une situation personnelle difficile nécessitent soit une mesure de tutelle, soit une mesure de curatelle.

De nombreuses demandes de mise sous tutelle/curatelle émanent d'un membre de la famille, notamment du conjoint de la personne, souvent des enfants ou de la fratrie d'une personne, mais également du service social de l'hôpital et des Maisons de Soins/Retraite et ce même en présence de membres de la famille, sinon de l'Office Social du lieu de résidence d'une personne.

La demande peut aussi émaner de toute personne ayant connaissance qu'une personne a besoin d'aide dans la gestion de ses biens, néglige le paiement de ses factures ou risque d'être abusée par une tierce personne ou un membre de la famille.

5. Y a-t-il au Luxembourg des plaintes en cours pour abus de faiblesse et pour mise sous tutelle abusive ? Dans l'affirmative, y a-t-il eu des condamnations ?

Quant à la 5^e question, il est renvoyé au tableau ci-après :

Nombre d'affaires ouvertes avec abus de faiblesse retenu (art. 493 CP) par année de prise en charge et juridiction :

Juridiction	2013	2014	2015	Total
Luxembourg	19	33	49	101
Diekirch	2	3	6	11
Total	21	36	55	112

6. Est-il, en vertu du droit fondamental à l'autodétermination, envisagé d'introduire en droit luxembourgeois la possibilité de conclure un acte sous seing privé désignant une personne de confiance comme son représentant/mandataire dans les actes de la vie civile pour des situations d'incapacité futures à l'instar de ce qui existe en France (« Mandat de protection future ») et en Allemagne (« Vorsorgevollmacht ») ?

Parmi les nombreuses réflexions et analyses juridiques faites ces dernières années en matière de réforme envisageable de la protection des majeurs, une des pistes de réflexions est celle du mandat de protection future, tel que ce système existe dans certains pays.

Il va sans dire que si une telle possibilité était reprise dans une réforme future, le système du mandat de protection future devrait toujours être tributaire du principe de l'intérêt supérieur de la personne à protéger, principe soumis au contrôle juridictionnel.